

Les enseignants se sentent démunis face aux réactions de leurs élèves

À l'école, les élèves sont particulièrement touchés par les événements de la semaine dernière. Ils en parlent aux professeurs qui ne se sentent pas toujours bien armés pour leur répondre.

ANAÏS SORÉE

«Jeudi, juste après les attentats. J'étais en classe avec des élèves de 6^e générale. J'avais besoin d'en parler. Eux aussi», explique Jean-Marc De Coninck, professeur d'informatique à l'Athénée de Forest, une école à forte population d'origine maghrébine. «Les élèves ont directement abordé le sujet des attentats. J'ai été très surpris par la teneur de leur propos», raconte-t-il. «Une élève, a priori non-musulmane a dit qu'il ne fallait pas s'étonner. Que 'Charlie Hebdo' avait quelque part cherché ce qui était arrivé en publiant les caricatures du prophète Mahomet.»

Pas évident d'aborder le sujet de la liberté d'expression en classe. «Il est extrêmement difficile d'expliquer où elle commence et où elle s'arrête et quelle est la différence entre un dessin qui suscite la haine et un dessin qui suscite la réflexion.» Le professeur estime qu'il n'a pas été préparé à ce genre d'événements au cours de sa formation. «Le rôle de l'enseignant, c'est de gérer cette émotion en restant le plus neutre possible. Je ne suis pas là pour parler de mes convictions, mais j'estime qu'on n'est pas suffisamment formés pour faire face aux réactions des élèves.» Il juge aussi que la Communauté française est trop frileuse. «Il y a des projets. Des circulaires sont envoyées. Mais elles sont laissées à l'appréciation des chefs d'établissement. Et après, il n'y a aucun suivi de la Communauté française», regrette-t-il. Ce professeur regrette qu'il n'y ait pas davantage de projets qui soient mis en œuvre pour parler du vivre ensemble.

Ses collègues, professeurs de cours philosophiques (religion orthodoxe, catholique, islamique, israélite, protestante) ont pris l'initiative exceptionnellement de mettre en

place un cours commun. «Notre but est de désamorcer les réactions du type 'bien fait pour eux' et d'éviter les réactions racistes telles que 'c'est de la faute aux musulmans'», explique Abdel Gawad, professeur de religion islamique à l'Athénée de Forest. «Les élèves se posent des questions par rapport aux versions officielles. Ils s'interrogent sur la théorie du complot. Nous, on travaille beaucoup sur le thème des valeurs. On dit qu'on ne répond pas aux caricatures par des meurtres. Mais il y a un gros sentiment d'injustice ressenti par les élèves. Ils rappellent qu'il y a d'autres conflits qui font plus de morts, mais dont on parle moins.» Pour le professeur, difficile de répondre à cela. «On dit qu'il faut dénoncer la violence partout où elle se trouve.»

Il se base sur la théologie pour dire aux élèves que les actes qui ont été commis sont injustifiables. «Dans certains textes religieux, le prophète est attaqué, insulté mais il appelle à ne pas réagir», explique-t-il à ses élèves. «Si le prophète à son époque n'a pas réagi, pourquoi le fait-on aujourd'hui?» À côté de la théologie, le professeur se base aussi sur le droit. «La liberté d'expression est limitée par l'appel à la haine, pénalement puni. J'explique aux élèves que dans ces cas-là, il faut saisir un juge et c'est à lui de trancher. Mais je leur dis bien qu'ils ont le droit de dire qu'ils ne sont pas d'accord car ils pensent qu'ils n'ont aucun recours.» Ce professeur avait manifesté au moment de la sortie des caricatures pour montrer son mécontentement. «La violence est une fausse solution. En démocratie, nous avons d'autres outils.» D'après lui, il serait intéressant de faire une journée de sensibilisation sur les systèmes juridiques existants «pour bien expliquer en quoi consiste la liberté d'expression.»

«Je suis confrontée à des propos racistes.»

MONIQUE SIMON
PROFESSEUR DE FRANÇAIS

Des idées toutes faites

Contrairement à l'Athénée de Forest, l'IPCA, une école professionnelle à Suarlée ne comprend qu'une minorité d'élèves d'origine maghrébine. Mais là aussi, les réactions peuvent être vives. Monique Simon y enseigne le français. Malade, elle n'était pas en cours la semaine dernière. Elle compte bien reparler des événements à son retour mais elle redoute un peu ce moment. *«J'ai beaucoup de caricatures dans ma classe. Elles ne sont pas issues de 'Charlie Hebdo' mais souvent, elles interloquent les élèves. Je compte donc aborder le sujet sous l'angle: peut-on rire de tout. Cela ne va*

pas être évident car les élèves ont des idées toutes faites. Le fait qu'il y ait très peu d'élèves d'origine étrangère les conforte dans leurs idées. Je suis confrontée à des propos racistes. Je n'ai pas peur que le débat dérape complètement, mais je sais que je vais devoir les reprendre. C'est difficile de démonter les idées reçues, on est un peu démuni. Ceci dit, la Communauté française pourrait prévoir tous les beaux outils qu'elle veut, ce sera toujours loin du terrain. Notre formation initiale doit être adaptée», juge-t-elle.